



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFÈTE DE SEINE ET MARNE**

Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

**ARRETE PREFECTORAL 2013/DRIEE/UT77/102**  
**DE MISE EN DEMEURE**  
**À L'ENCONTRE DE LA SOCIETE MAROTEAUX SA,**  
**située ZA du Tuboeuf, 995 rue du Tuboeuf à BRIE-COMTE-ROBERT**  
**IMPOSANT LE RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

La préfète de Seine et Marne  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du mérite

**Vu** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1,

**Vu** l'arrêté ministériel du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations classées visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719),

**Vu** l'arrêté préfectoral n°13/PCAD/33 du 19 mars 2013 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard DOROSZCZUK, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,

**Vu** l'arrêté 2013 DRIEE IdF 67 du 28 mars 2013 portant subdélégation de signature,

**Vu** le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie n°E-4/n°131528 du 26 juin 2013 consécutif à une visite d'inspection effectuée, le 13 juin 2013 dans l'établissement de la société MAROTEAUX SA à Brie-Comte-Robert à l'adresse citée ci-dessus,

**Vu** l'arrêté de mise en demeure 2013/DRIEE/UT 77/100 du 26 juin 2013,

**Considérant** le fait que la société MAROTEAUX bénéficie du récépissé 2012/DRIEE/UT77/035 du 17 février 2012 pour le transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, sous la rubrique 2718-2 de la nomenclature des installations classées,

**Considérant** que la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente sur site doit être inférieure à 1 tonne,

**Considérant** le fait que la société MAROTEAUX située ZA du Tuboeuf, 995 rue du Tuboeuf à Brie-Comte-Robert exploite une activité de transit de déchets dangereux de plus d'une tonne (entre 10 et 15 tonnes), sans disposer de l'autorisation requise (rubrique 2718-1),

**Considérant** la nocivité pour l'environnement et pour la santé ainsi que la dangerosité des déchets de perchloroéthylène (classification : R40 - effet cancérigène suspecté et R51/53 - toxique pour les milieux aquatiques),

**Considérant** que les déchets de perchloroéthylène ne sont pas sur rétention,

**Considérant** dans ces conditions qu'il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ont bien été prises,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

La société MAROTEAUX SA, dont le siège social est situé ZA du Tuboeuf, 995 rue du Tuboeuf à Brie-Comte-Robert (77 170), est mise en demeure, par le présent arrêté, de respecter sous un délai **de quinze jours** les prescriptions suivantes de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2011 relatifs aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations classées visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719, visées par la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées :

#### **1 - article 3.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel - déchets entrants sur le site -procédure d'admission :**

*« Les déchets admissibles sont les déchets dangereux tels que définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement ou les déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 dans la limite d'une quantité cumulée de 1 tonne ».*

#### **2- article 2.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel – aires et locaux de réception, d'entreposage, de tri, de regroupement des déchets :**

*« Sauf exception justifiée par l'exploitant, les déchets sont évacués de l'installation dans les quatre-vingt dix-jours qui suivent leur prise en charge ».*

#### **3- article 2.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel – Cuvettes de rétention :**

*« Tout entreposage de produits et de déchets liquides dangereux, ou contenant des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, ou susceptible*

*de créer une pollution de l'eau ou du sol, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

*Lorsque l'entreposage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de déchets ou produits liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.*

*La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. »*

### **ARTICLE 3 - FRAIS:**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 4 -**

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1<sup>er</sup>, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 514-1 et suivants du code de l'environnement (consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité), indépendamment des poursuites pénales.

### **ARTICLE 5 – DELAI ET VOIES DE RECOURS - (article R 514-3-1 du code de l'environnement)**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle- 77 000 MELUN :

✕Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

✕Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

## **ARTICLE 6 -**

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le maire de Brie-Comte-Robert,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie à Paris,
- le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société MAROTEAUX SA sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 26 juin 2013

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le directeur et par délégation,  
Le chef de l'unité territoriale 77

Signé

Guillaume BAILLY

*Pour ampliation,*

*La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Territoriale 77,*

  
**Guillaume BAILLY**

### ***DESTINATAIRES :***

- La Société MAROTEAUX,
- Monsieur le Maire de Brie-Comte-Robert,
- La Préfète de Seine-et-Marne (DCSE),
- La Préfète de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'Energie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,